

L'Adresse—M. Ouellet

[Traduction]

Encore une fois, le gouvernement n'a pas réussi à atteindre son objectif. Là encore, il est évident qu'il tente de brosser un tableau infidèle de la situation.

Je voudrais citer ici un article paru dans le *Toronto Star* et écrit par un spécialiste des affaires politiques et économiques, M. David Crane. Voici:

Les dernières statistiques du chômage indiquent que la chance a tourné pour le premier ministre, M. Brian Mulroney, et ses collègues du Cabinet. Ils ne peuvent désormais plus compter sur une relance soutenue après la récession de 1981-1982 pour remplir leur promesse électorale de créer «des emplois et encore des emplois».

Il leur faudra désormais trouver eux-mêmes de nouveaux moyens d'action aptes à réduire le chômage.

● (1540)

[Français]

Il est évident, monsieur le Président, que le gouvernement conservateur qui a promis de trouver de l'emploi aux Canadiens se retrouve aujourd'hui avec plus d'un million de travailleurs canadiens sans emploi. Il est évident que ce gouvernement qui avait promis de trouver des emplois à notre population n'a pas répondu à ses attentes et que dans toutes les régions du pays il y a encore beaucoup trop d'hommes et de femmes, et surtout de jeunes, qui sont sans emploi. Et les platitudes du discours du Trône qui ne promet absolument aucune mesure concrète qui créerait des emplois au Canada ne régleront certainement pas cette question. Tellement que le nouveau ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard) nous a sorti, probablement sans s'en rendre compte lui-même, la triste réalité de la situation canadienne lorsqu'il a répondu à mon confrère, le député de Shefford (M. Lapierre), qui s'indigne que le premier ministre ait donné des ordres pour qu'un pénitencier qui devait normalement se construire dans la circonscription de Drummond soit plutôt construit dans sa circonscription à des coûts de plusieurs millions de dollars supplémentaires pour les contribuables canadiens.

Or, mon collègue de Shefford demandait justement au début de la semaine au député qui, normalement, aurait dû répondre à la question... mais c'est le ministre de l'Emploi et de l'Immigration qui s'est levé pour y répondre. Et le ministre a dit ceci: Ce qu'il faut retenir, c'est que 38 p. 100 des gens de la circonscription du premier ministre (M. Mulroney) reçoivent une partie de leurs revenus de l'assurance-chômage ou reçoivent uniquement des prestations de l'assurance-sociale.

Donc, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration reconnaît ce que nous disons depuis de nombreux mois, savoir qu'il y a beaucoup de gens qui ne rentrent pas dans les statistiques du chômage, parce que ces statistiques dans la circonscription du premier ministre sont de l'ordre de 15 p. 100.

Or, ce qui fait mieux l'affaire pour essayer d'abrier et d'expliquer pourquoi le premier ministre fait construire un pénitencier dans sa circonscription, c'est qu'en réalité il y a 38 p. 100 de gens qui, d'une façon ou d'une autre, reçoivent de l'aide gouvernementale ou ne sont même plus considérés comme étant sur le marché du travail parce qu'ils ont arrêté de se présenter dans les Centres de la main-d'oeuvre pour demander de l'emploi, convaincus qu'il n'y avait aucun emploi disponible pour eux.

Or, cette situation, ce chiffre de 38 p. 100, c'est probablement la véritable réalité de notre économie canadienne. Ce

n'est pas 10 p. 100 ou 11 p. 100 de gens qui sont en difficulté présentement et qui se qualifient de chômeurs, mais c'est quelque 35 p. 100, 38 p. 100 à 40 p. 100 de Canadiens qui sont en difficulté, qui n'ont pas d'emploi ou qui sont convaincus qu'ils ne peuvent pas s'en trouver, parce que le gouvernement conservateur les a lésés, leur a fait accroire qu'ils auraient un emploi et, deux ans plus tard, ils sont dans la petite misère, ils sont déprimés au point tel qu'ils ne recherchent même plus un emploi parce qu'il n'y en a pas de disponible.

Monsieur le Président, cette situation est tout à fait scandaleuse et inacceptable et que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration perde son temps actuellement à essayer de justifier une décision de «partisanerie» inacceptable de la part du premier ministre n'est certainement pas à son honneur.

Je dois dire que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration peut probablement se sentir obligé de défendre son premier ministre, mais en le faisant il nous a levé le voile sur la véritable situation de l'économie canadienne.

Il y a quelque 10 p. 100 de gens qui sont en chômage, il y a un autre 10 p. 100 qui dépendent de l'assistance-sociale et un autre 10 p. 100 ou plus qui eux, ont complètement abdiqué et qui sont complètement sans emploi parce qu'ils sont convaincus qu'ils ne peuvent pas en trouver.

Or, les belles paroles du premier ministre ne sont plus suffisantes. La population aujourd'hui veut de l'action et veut de la part de ce gouvernement des programmes précis, concrets pour relancer l'économie.

Je pense que la grande tragédie de ce gouvernement a été de s'imaginer qu'il se devait de recommencer à zéro dans tous les domaines. Je vais vous donner un exemple précis. Par exemple: le ministre des Transports (M. Crosbie) qui a eu à s'occuper du dossier de VIA Rail. Il y avait de la part du précédent gouvernement un plan d'action de cinq ans pour remettre en place, et ce d'une façon équilibrée et rationnelle, la société de la Couronne VIA Rail. Or, ce gouvernement, ce nouveau ministre, au lieu d'accepter ce plan d'action qui, premièrement, prévoyait d'abord la fermeture de certaines routes désuètes, non rentables, deuxièmement, qui prévoyait l'achat de matériel roulant adéquat et, troisièmement, qui prévoyait une plus saine administration, eh bien, ce ministre a fait *tabula rasa* de tout cela et a recommencé à neuf, de sorte qu'aujourd'hui, deux ans après, VIA RAIL n'est pas plus avancée qu'avant. Elle n'a même pas une seule locomotive, un seul wagon neuf pour mieux desservir sa population et son public voyageur.

Voilà un exemple d'un gouvernement qui n'est pas capable de prendre des décisions. Il a confié à un comité, sous la présidence de M. Horner, le soin de réviser cette question. Le rapport a été soumis au ministre des Transports il y a déjà six mois et le gouvernement n'a pas encore agi. En d'autres mots, depuis que les conservateurs sont au pouvoir, nous allons d'étude en étude, de consultation en consultation et il n'y a aucune décision importante et précise qui a été prise par ce gouvernement.

Je termine mes remarques en disant que ce discours du Trône est ce qu'il y a de plus décevant dans ce qu'on n'a lu depuis longtemps. Et malheureusement, on se rend compte que la population canadienne a un gouvernement qui piétine, qui